

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

OBJET DU MARCHE : DIAGNOSTIC PORTANT SUR LA GESTION DES PRODUITS, EQUIPEMENTS, MATERIAUX ET DES DECHETS ISSUS DE LA DEMOLITION OU RENOVATION SIGNIFICATIVE DE BATIMENT « DIAGNOSTIC PEMD » POUR LA RENOVATION GLOBALE ET LA REORGANISATION DU PALAIS DE JUSTICE DE BESANÇON (25).....

Marché passé en procédure adaptée dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique

Maître d'ouvrage : Ministère de la Justice – DIRSG Grand Centre - Département immobilier de Dijon

Adresse : 4 rue Léon Maurois – BP 17724 – 21077 DIJON CEDEX

Assistant du maître d'ouvrage : sedia

Adresse : 6 rue Louis Garnier – BP 1513 – 25000 BESANÇON

Ordonnateur et personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique : Ministère de la Justice – DIRSG Grand Centre - Département immobilier de Dijon

Adresse : 4 rue Léon Mauris – BP 17724 – 21077 DIJON CEDEX

Comptable assignataire : DRFIP de Dijon

Adresse : 1bis, place de la banque - 21042 DIJON CEDEX

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

Notifié le :

☒ Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.

☐ Cette notification ne vaut pas ordre de commencer les prestations. Un ordre de service spécifique émis par le maître d'ouvrage précisera la date de commencement d'exécution.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Lieu d'exécution des prestations	4
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 - MONTANT DE L'OFFRE.....	4
3.1. Montant de l'offre.....	4
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ - PENALITES	5
4.1. Durée du marché	5
4.2. Pénalités pour retard.....	5
ARTICLE 5 - MODE DE REGLEMENT.....	5

Cocontractant :

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire "
M.....

☐ agissant en mon nom personnel, domicilié à

☐ agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la Société :

Capital :

- Immatriculée à l'INSEE sous le n°

* Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes ainsi que des éléments qui y sont s, et
apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations
dans les conditions ci-après définies,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance
garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

☐ Déclare ne pas être en redressement judiciaire

☐ Déclare être en redressement judiciaire (joindre la copie du jugement)

- DECLARE SUR L'HONNEUR n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux
articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles relatif à l'exécution des prestations suivantes :

- Réalisation d'un diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiment « DIAGNOSTIC PEMD ».

1.2. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont à réaliser pour la renovation globale et la reorganisation du palais de justice de Besançon (25).

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- 1- le présent marché décomposé en conditions particulières et conditions générales (les conditions particulières primant sur les conditions générales), et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ; le marché prévaut sur ses annexes en cas de contradiction, et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes.
- 2- le CCAG-Prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 (publié au JO du 1^{er} avril 2021).
- 3- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
- 4- le devis remis par le titulaire pour l'établissement du marché.

ARTICLE 3 - MONTANT DE L'OFFRE

3.1. Montant de l'offre

Le marché est passé à prix ferme.

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant € HT :
Montant HT (en lettres) :
TVA au taux de 20 % Montant en €.....
Montant € TTC
Montant €TTC (en lettres)

Le montant de l'offre comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du marché : visites, réunions, déplacements,....

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ - PENALITES

4.1. Durée du marché

La durée d'exécution du marché est de 2 mois à compter de sa notification.

Il ne pourra pas faire l'objet d'une reconduction.

Les délais d'établissement des documents à fournir par le titulaire au titre des prestations ou éléments d'études ci-dessus identifiés et les délais de leur acceptation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant sont :

Liste des documents	Délais d'établissement	Fait générateur	Délai d'acceptation
Diagnostic PEMD	2 mois	Notification du marché	1 mois

Ces documents doivent être remis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, sur le ou les supports suivants :

Par mail aux adresses suivantes : isabelle.pichon@justice.gouv.fr et l.luzuy@sedia-bfc.fr

4.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans la remise des documents, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/200e du montant, **en prix de base hors TVA**, de l'élément de mission concernée.

ARTICLE 5 - MODE DE REGLEMENT

☒ Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision de réception.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se libérera des sommes dues au titre du marché par :

☒ virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire

à..... le.....

Mention(s) manuscrite(s)

"lu et approuvé"

Signature du titulaire du marché	Signature du pouvoir adjudicateur ou de son représentant
----------------------------------	--

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – FORME DES NOTIFICATIONS

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur ou son représentant utilise des ordres de service qui sont écrits, datés, numérotés et signés par lui-même. Le titulaire en accuse réception datée. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au pouvoir adjudicateur ou son représentant, dans un délai de quinze jours, décompté à partir de sa réception.

Les ordres de service sont adressés sous une forme permettant d'attester de leur date certaine de réception.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seul qualité pour présenter ses réserves.

ARTICLE 2 - VARIATION DES PRIX

Le présent marché est passé à prix ferme.

ARTICLE 3 - SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives à la sous-traitance, le titulaire devra faire accepter chaque sous-traitant et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

ARTICLE 4 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

4.1 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

4.2 Avance

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REGLEMENT

Seule la réception permet le paiement de la prestation dont le prix est indiqué dans la décomposition par prestation ou élément d'études à réaliser.

La remise des documents dus au titre de chaque prestation ou élément d'études donne lieu à une décision de réception distincte qui donnera lieu à un règlement partiel définitif.

Toutefois ces prestations peuvent être réglées partiellement sur acompte avant leur achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution excéderait trois mois. En ce cas, le titulaire peut demander le versement d'un acompte correspondant à une fraction du prix mentionné dans la décomposition de prix. Pour cela, il devra justifier d'un pourcentage d'avancement du travail réalisé au titre de cette mission.

Ce pourcentage, après accord du pouvoir adjudicateur ou son représentant, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le titulaire transmet sa demande de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les factures doivent **obligatoirement** être déposées sur le **portail CHORUS PRO** : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> suivant la procédure suivante :

1. Après avoir cliqué sur l'onglet « Factures de travaux », cliquer sur « déposer ». Si l'onglet « Factures de travaux » n'apparaît pas, veuillez suivre la procédure suivante :
 - Sélectionner le domaine « Organisation », l'application « Utilisateurs » et la fonctionnalité « Gérer mes habilitations » en cliquant sur « Accéder » ;
 - Dans le champ « Structure », sélectionner la structure concernée via la flèche à droite puis cliquer sur une proposition afin qu'elle soit affichée dans le champ correspondant ;
 - Dans le champ « Profil », sélectionner le profil à ajouter : « Facture de travaux modification » via la flèche également ;
 - Pour ajouter un profil : cliquer sur « Ajouter », un pop-up de confirmation s'affiche, cliquer sur « Ajouter » puis sur le bouton « Soumettre » en bas de l'écran.Noter qu'il peut se passer un délai de 30 minutes pour que les modifications soient effectives.
2. Sélectionner le type de dépôt « dépôt initial »
3. Importer la facture en cliquant dans le champ « choix du fichier à importer » puis », sélectionner la facture au format pdf depuis son disque dur puis cliquer sur le bouton « Ouvrir »
4. Sélectionner le format de dépôt « pdf non signé »
5. Sélectionner le cadre de facturation « **A5** », la structure 13000509300112 est normalement préremplie et dans « Service », sélectionner « **Département Immobilier** » puis cliquer sur le bouton « Continuer »
6. Dans le cadre DESTINATAIRE DE LA FACTURE
 - a. Dans l'espace Maîtrise d'ouvrage, renseigner le n° **SIRET 13000509300112** et dans « service », sélectionner « **Département Immobilier** »
 - b. Dans l'espace Maîtrise d'œuvre, renseigner **votre propre SIRET**
7. Compléter les autres champs obligatoires (marqués par un *)
8. Cliquer sur « enregistrer » (le document est enregistré en mode brouillon et peut être modifié)
9. Cliquer sur « valider et envoyer »

Toute facture papier sera retournée et ne pourra faire l'objet d'aucun règlement.

La demande de paiement sera datée et devra comporter les références du marché.

En complément, la demande de paiement comporte, selon le cas :

- Le nom complet et l'adresse du titulaire et du maître d'ouvrage ;
- Le numéro SIRET/SIREN du titulaire ;
- Le numéro d'identification à la TVA intracommunautaire du titulaire et du maître d'ouvrage ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ;
- Le numéro et la date du décompte mensuel ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, et leur montant TTC ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

Le pouvoir adjudicateur accepte la demande de paiement après avoir attesté du service fait en vérifiant la conformité qualitative et quantitative des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

En application de l'article 31 (et articles précédents et suivants) du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et de l'article R2192-17 du Code de la commande publique, les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs, des acomptes, et du solde sont fixés à 30 jours.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

Le règlement des sous-traitants aura lieu dans les conditions définies par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 – RECEPTION / ACHEVEMENT DE LA MISSION

6.1 Réception des documents

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant procèdera à la réception des prestations à la remise des documents dus au titre de chaque prestation ou élément d'études ci-dessus identifié, dans les délais définis à l'article 4.1 des conditions particulières qui courent à compter de la date de réception de ces documents par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Ces opérations donnent lieu à des décisions de réception distinctes.

L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant dans ce délai vaut réception des documents.

En cas de refus de réception des documents produits, le titulaire dispose d'un délai défini par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, à compter de la réception de la décision de rejet, pour procéder aux corrections attendues.

6.2 Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai d'un mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

ARTICLE 8 - RESILIATION

9.1 Résiliation sans faute à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour un motif d'intérêt général, sans indemnité.

9.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché sera résilié sans mise en demeure à ses frais et risques.

ARTICLE 9 - PIÈCES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces entraînera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

ARTICLE 10 – DIFFERENTS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est le tribunal administratif du lieu d'exécution de la prestation , à savoir :

Tribunal Administratif de Besançon
3 rue Charles Nodier
25000 BESANCON
Tél : 03 81 82 60 00
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

Signature du candidat :

A..... le.....

Signature du titulaire du marché

Acceptation de l'offre :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A :

Le :

Signature du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.....

Date d'effet du marché :

Reçu notification du marché le :

☐ Le prestataire

☐ Le mandataire du groupement

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

A :, Le : (*Date d'apposition de la signature ci-après*)

.....